

Le réveil écocitoyen – initiatives et mobilisations

Emiliano Arpin-Simonetti

Numéro 786, septembre–octobre 2016

Le réveil écocitoyen – initiatives et mobilisations

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83177ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

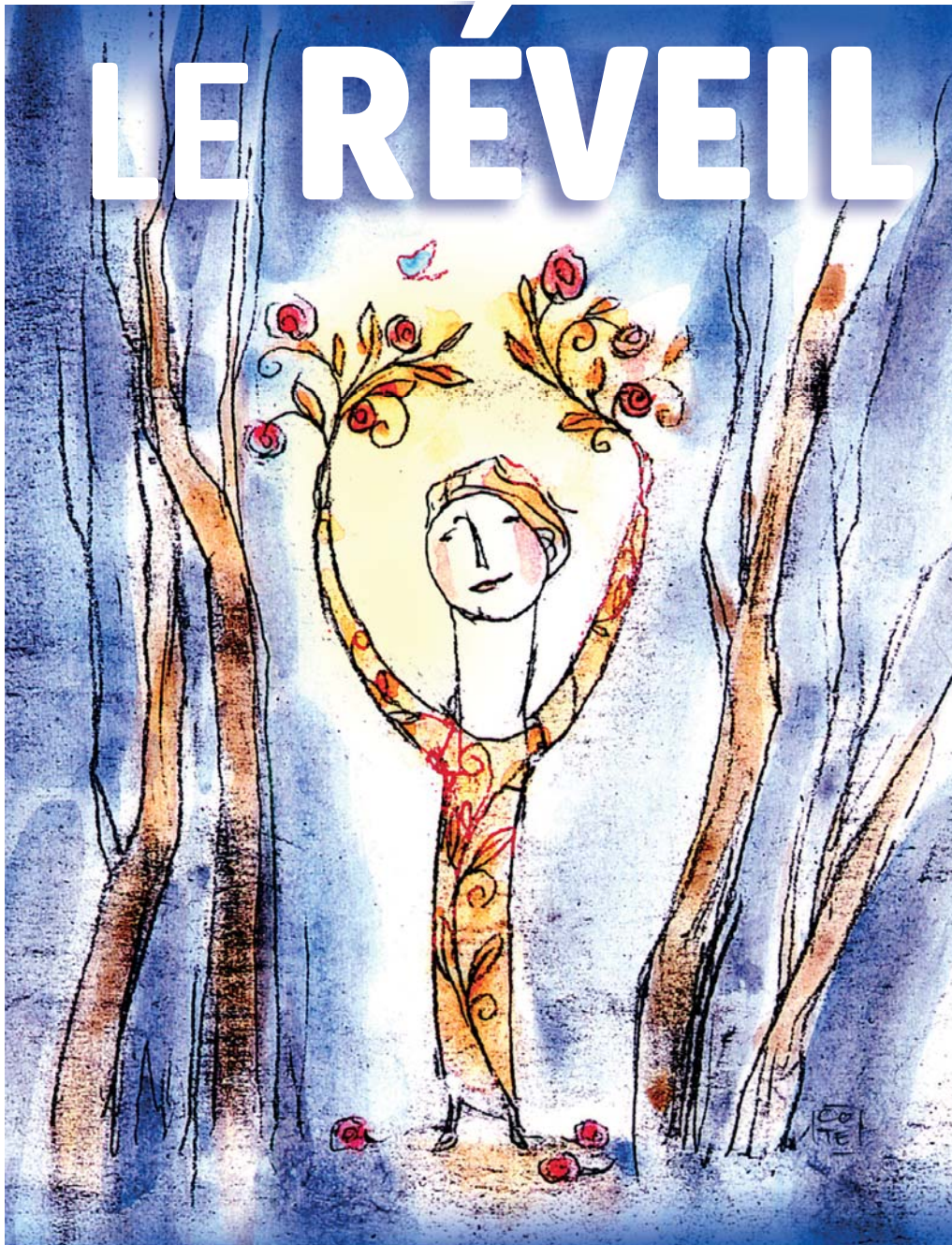
1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Arpin-Simonetti, E. (2016). Le réveil écocitoyen – initiatives et mobilisations. *Relations*, (786), 14–16.

LE RÉVEIL ÉC



Geneviève Côté,
Sève, 2007

Les luttes écologiques démontrent un fort potentiel mobilisateur et formateur alors que les effets de la crise écologique et climatique mondiale vont en s'accroissant. Partout dans le monde, leur caractère concret, affectant directement les milieux de vie des populations locales, en fait souvent la bougie d'allumage d'une citoyenneté active et radicale qui va bien au-delà du « pas dans ma cour ». Des Zones à défendre (ZAD), en France, aux Initiatives de transition en passant par les luttes contre les oléoducs, c'est un mode de vie et un rapport au territoire beaucoup plus humain et respectueux des écosystèmes qui sont défendus et revendiqués, souvent contre de grands projets industriels ou extractivistes. Quels projets politiques peuvent émerger de cette réappropriation citoyenne et démocratique du territoire au Québec, en zone rurale comme en ville? Le municipalisme écologique est-il une voie porteuse? Et comment penser une éducation à l'écocitoyenneté?

OCITOYEN

INITIATIVES ET MOBILISATIONS

Emiliano Arpin-Simonetti

Les dernières années ont vu les luttes écologiques prendre une ampleur inédite un peu partout dans le monde, à mesure que l'urgence climatique s'accroît. Au Québec, le mouvement d'opposition à l'exploitation des gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent et ceux, plus récents, contre les différents projets d'oléoducs, notamment Énergie Est de TransCanada, sont sans doute les plus emblématiques en raison des victoires – toujours partielles, toujours fragiles – qu'elles ont su arracher au gouvernement et aux promoteurs. Des dizaines d'autres mobilisations ont aussi vu le jour, réclamant des solutions à la mesure des défis environnementaux et sociaux de notre époque et s'éloignant de la conception dépassée et destructrice du développement qui prévaut encore malheureusement, caractérisée entre autres par l'extractivisme, la surconsommation et l'étalement urbain.

Si l'intensification de l'engagement citoyen sur ce front témoigne de la progression certaine d'une conscience écologique au sein de la population – notamment grâce au formidable travail de sensibilisation et d'éducation déployé par une foule d'acteurs depuis les 30 dernières années –, elle reflète aussi une profonde crise démocratique. Car malgré la prégnance de l'impératif écologique, nos gouvernements continuent de soutenir des projets environnementalement et socialement nocifs, cédant aux intérêts sonnants et trébuchants d'influents lobbies, abdiquant leur responsabilité de défendre le bien commun. Le gouvernement du Québec a même récemment poussé l'affront jusqu'à financer des entreprises œuvrant dans le secteur pétrolier à même le Fonds vert, censé soutenir des initiatives de réduction des gaz à effet de serre (GES).

Ignorant dès qu'ils le peuvent l'opposition des populations locales, ces mêmes gouvernements s'efforcent de plus en plus de restreindre les lieux d'expression démocratique, incluant les différents espaces et instances de consultation publique. Le

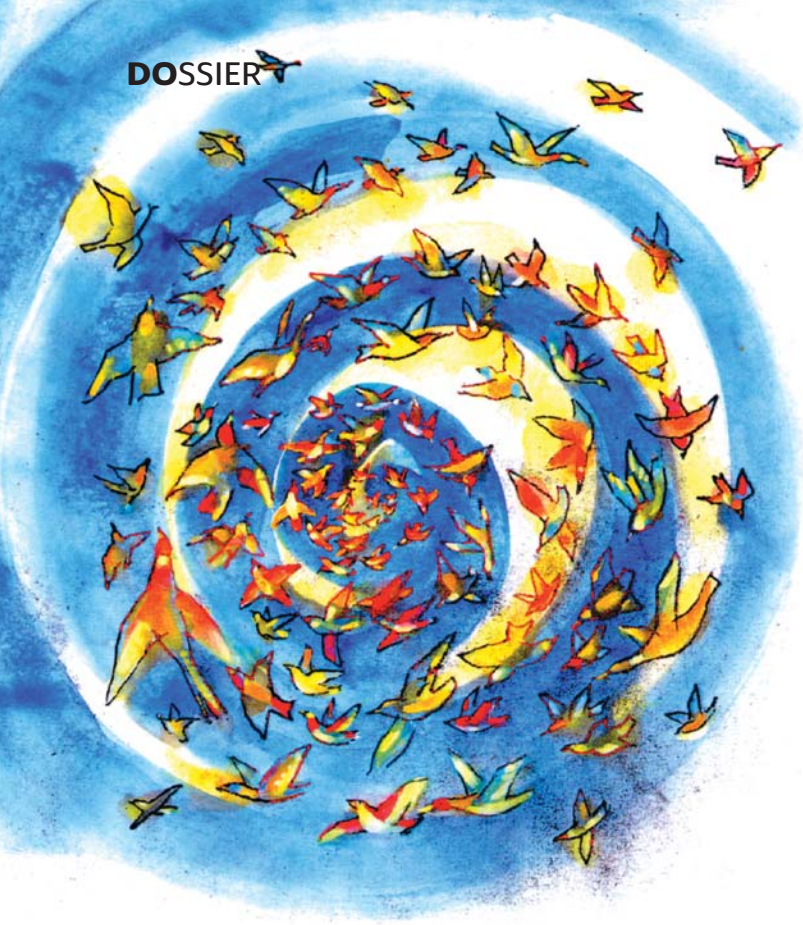
« Sans le principe de responsabilité, l'utopie ne peut être que destructrice, et sans le principe d'espoir, la responsabilité n'est qu'une illusion conformiste. »

MICHAEL LÖWY, *ÉCOSOCIALISME. L'ALTERNATIVE RADICALE À LA CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE CAPITALISTE*

gouvernement conservateur de Stephen Harper, à Ottawa, a été particulièrement actif à cet égard, allant jusqu'à criminaliser les actions de désobéissance civile visant des pipelines et autres « infrastructures critiques ». Quant au gouvernement de Philippe Couillard, au Québec, il fait preuve d'un même mépris patent en limitant le rôle du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) ou en le contournant dans plus d'un dossier, notamment celui d'Énergie Est.

Certes, la crise de confiance à l'égard de la classe politique et des institutions de la démocratie libérale ne date pas d'hier, et le manque d'engagement écologique réel de nos dirigeants est loin d'en être la seule cause. En fait, il s'agit là davantage d'un symptôme de plus illustrant la perte totale d'autonomie du politique à l'égard du pouvoir économique, et la prétention du marché d'englober toutes les sphères de la vie. Toutefois, le regain d'engagement et de mobilisation de la part de citoyens et de citoyennes autour des questions environnementales pourrait bien contribuer au dépassement de cette crise démocratique, et ce, pour plusieurs raisons.

La première est que les luttes écologiques s'ancrent bien souvent dans un rapport intime – voire identitaire – au territoire. La défense d'une identité, d'un mode de vie lié à la proximité avec le territoire fait prendre conscience de ce qui les menace et de la nécessaire affirmation, pour pouvoir exister, d'un être au monde différent. Les luttes des Premières Nations pour la défense de leur territoire et de leur mode de vie, contre divers projets miniers, pétroliers, hydroélectriques ou forestiers un peu partout au Canada, en sont de puissants exemples et une grande source d'inspiration pour bien des militants et militantes éco-



Geneviève Côté, *Premier printemps*, publié dans l'album *Le premier printemps du monde* de Catherine Germain et Rémi Savard, illustré par l'artiste (*Les 400 coups*, 2007).

logistes. Depuis quelques années déjà, des solidarités se tissent d'ailleurs entre Autochtones et allochtones pour lutter contre les projets extractivistes. La Marche des peuples pour la Terre-Mère, qui a sillonné la Gaspésie l'été dernier pour sensibiliser la population locale aux risques liés à l'exploitation d'hydrocarbures et réfléchir, avec elle, à d'autres modèles de développement pour la région, l'atteste. La Marche a également été une occasion de faire connaître les revendications du peuple Mi'gmaq. Cette solidarité est essentielle pour dépasser un modèle de développement colonial et extractiviste du territoire qui conçoit ce dernier comme un simple réservoir de ressources à exploiter, souvent sans égard à la volonté des populations locales.

Ensuite, toutes ces mobilisations, qu'elles prennent la forme d'assemblées citoyennes, de campagnes de sensibilisation, de recours juridiques ou d'actions directes d'occupation et de blocage, sont des terrains d'apprentissage concrets de la citoyenneté active. Les personnes y développent la connaissance de leurs droits, des pratiques d'action et de délibération collectives, mais aussi une conscience approfondie des limites que le système politique et économique impose à une réelle reprise en main démocratique. Loin d'être un frein à la poursuite de l'action citoyenne, la constatation de ces limites peut au contraire indiquer des voies pour transformer les institutions, voire en inventer de nouvelles qui soient capables d'intégrer réellement une conception écologique, inclusive et participative de la cité et de la citoyenneté. Car les formes d'organisation politique et économique de la société ne peuvent plus faire abstraction de la relation vivante que nous entretenons avec la nature, ni être basées sur une relation de domination et d'exploitation. Tel est



le projet de l'écocitoyenneté, qui n'est rien d'autre que le devenir écologique de la démocratie en acte.

C'est également dans cette perspective qu'il faut envisager la myriade d'initiatives citoyennes de transition qui éclosent un peu partout dans le monde. Souvent beaucoup plus modestes que les grandes mobilisations pour le climat ou que celles visant à bloquer l'avancée de projets destructeurs et « climaticides », on aurait tort de les négliger pour autant. Des ruelles vertes en passant par les monnaies complémentaires locales, les projets communautaires de production d'électricité renouvelable ou la multitude d'expériences de démocratie directe ou participative menées à l'échelle municipale, nombre de ces initiatives dépassent les « petits gestes verts », même si leur portée transformative est limitée. Parce qu'elles s'activent bien souvent en marge de la gestion bureaucratique et centralisée qui caractérise à la fois l'entreprise privée et l'État, elles témoignent en effet d'un besoin très largement partagé d'agir concrètement, à échelle humaine, et de faire sa part – si petite soit-elle – dans le sens d'une autonomie collective accrue face aux grands centres de pouvoir. Le succès retentissant du documentaire français *Demain* l'illustre bien. Réalisé avec peu de moyens et mû par un sentiment d'urgence écologique, il a réussi à attirer plus d'un million de spectateurs rien qu'en France depuis sa sortie, fin 2015, grâce à la force et la simplicité de son message. Celui-ci pourrait se résumer ainsi : il est temps de passer à l'action et chacun a beaucoup plus de moyens et de ressources qu'il ne le pense pour changer les choses.

La transformation politique, sociale, économique et spirituelle qu'exige la transition écologique est déjà en cours, malgré la forte résistance des élites politiques et économiques qui profitent du statu quo et cherchent à la freiner, à la détourner, à la bloquer. Malgré ces forces contraires, certaines tendances de fond semblent s'approfondir, notamment en faveur d'une re-localisation et d'une socialisation de la démocratie et de l'économie. La mobilisation citoyenne sera en ce sens cruciale pour réussir à arracher le plus de pouvoir possible à l'infime minorité qui l'accapare aujourd'hui et le redistribuer localement. Heureusement, le nombre d'hommes et de femmes conscients de leur pouvoir croît de jour en jour, et cette conscience se transmet grâce à leur détermination et à leur engagement envers l'avenir de la planète et de l'humanité. ©